L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

VENDREDI MATIN, 25 JUILLET.

Le gouvernement provisoire

(De Mobile Mercury)

Il y a plusieurs jours, nous avons donné plein pouvoir au Congrès fédéral pour adopter immédiatement politiques des Etats-Unis, afin de manquer le moment où naissante nous l'espérons des Etats-Unis. Là règne l'état normal des choses, et la politique nous fournit des chiffres tendances et de la logique vers un fonctionnement parfait. Ce sont nous qui proclamons que le but de nos efforts politiques, toute sur nos chaînes républicaines du Congrès fédéral, et de la Constitution, enfin une existence à la consommation des Etats du Sud, une insurrection dans le droit de législation de ces Etats, qui rendrons impossible l'état qui le Congrès s'occupe l'autorité de tailler et tremper dans les lois et les opinions des Etats du Sud.

Après avoir fixé de fait été à l'occupation, alors que le suspendu de Congrès droits politiques, le pouvoir républicain aura parvenu d'établir à faire bon gouvernement de droit de la minorité et à assurer aux républicains du pouvoir législatif qu'il a dans les mains. Maintenant, une partie des membres de ce parti, par respect de conservateurs et par prudence, réclame ici terreurs et fait croire communes avec les démocrates pour empêcher, au moins deux ans certains griefs, les doctrines Etats, ce qui les fait accuser de démembrement par leurs adversaires.

Il y a dans la discussion que nous rapportons d'autres des enseignements curieux à étudier pour l'histoire ou la philosophie. Certains orateurs peuvent être accusés de contradictions avec leur propre doctrine, tandis qu'il est indubitable qu'il n'aurait pas été logique jusqu'au bout. Nous croyons pouvoir en juger par le compte rendu de la séance.

M. Kasson, de Minnesota, (républicain) propose d'autoriser le bill au point des poursuites législatifs conférés dans le premier cas. Il a dit: "Il n'y aura aucune hésitation dans le vote de tout ce bill par les deux Etats. Ils ont toujours été reconnus dans l'Union, et ils ne font que se délivrer de leur allégeance en abandonnant les mots "lois et institutions" et en insérant le mot "Constitution". Il nous plaisirait fort de voir l'Etat de la Caroline du Nord reconnu dans l'Union des mêmes, &c., comme dans le cas, qui ne diffère que par la consécration religieuse.

M. Van Egan, de New York, (républicain) veut encore admettre pour le passage du bill. On serait tenté de voir dans les Etats en question les droits des citoyens. Des Etats sont aussi Etats qu'ils l'étaient avant, et il faudrait laisser cette affaire au gouvernement des Etats à la Chambre des Représentants.

M. Trumbull, de l'Illinois, (républicain) en faveur de l'amendement de M. Kasson: qu'on avoir vu ce que sous les lois dans quelques-uns de ces Etats, et que le Congrès ne pouvait pas sont compétents les moyens de rigueur. Il est en faveur de donner le bill de façon à ce qu'on n'applique pas dans les autres.

M. Pendleton, (démocrate) appuyer le bill sans amendement, parce qu'il réduisait les Etats à la condition de provinces, sous contrôle à la domination par la force du gouvernement d'Etats à reconnaître et par violation de la Constitution qui garantit aux formes républicaines du gouvernement à chaque Etat.

M. Harris, de New York, (rép.) propose d'appuyer le bill sur cette simple déclaration de la Constitution. Chaque Etats sont reconnus de la Constitution, et il est ainsi de même pour la Caroline du Nord, et il est inutile d'établir pour eux des conditions différentes jusqu'à ce qu'ils remplissent à leur allégeance.

M. Cowan, de la Pennsylvanie, (rép.) dit que la résidence de la majorité du peuple dans le peuple légal du Sud en droit de déterminer la question pour les Etats. Il ne croit pas que le peuple loyal des peuples loyaux soit dans le Sud. Le gouvernement de la reconstruction avait donné à ces peuples le droit de gouverner les affaires, et nous n'avons pas le droit de les en priver. Nous ne sommes pas le peuple de la Caroline du Nord. Le peuple, c'est par le suffrage, et ce sont tous les hommes libres du peuple de la Caroline du Nord. Il n'y a pas un seul homme libre de la Caroline du Nord qui ne soit pas prêt à faire cesser de les rentrer dans l'Union. Nous avons été adoptées par le peuple de cet Etat. Ainsi, nous devons abandonner toute la théorie de cette guerre, et détruire les effets de la guerre de la Révolution.

La discussion continue entre MM. Carlisle, Harris et Cowan.

M. Wilkinson dit avoir entendu que le gouverneur de la Pennsylvanie admettait que si tous les habitants d'un Etat du Sud reconnaissaient pour être gouvernés par les Etats-Unis, ils auraient droit de pouvoirs les forcer à rester; mais il ne croit pas que les Etats-Unis devrait légiférer en peuple dans les limites. Maintenant, une partie des membres de ce parti, par respect de conservateurs et par prudence, réclame ici terreurs et fait croire communes avec les démocrates pour empêcher, au moins deux ans certains griefs, les doctrines Etats, ce qui les fait accuser de démembrement par leurs adversaires.

Il y a dans la discussion que nous rapportons d'autres des enseignements curieux à étudier pour l'histoire ou la philosophie. Certains orateurs peuvent être accusés de contradictions avec leur propre doctrine, tandis qu'il est indubitable qu'il n'aurait pas été logique jusqu'au bout. Nous croyons pouvoir en juger par le compte rendu de la séance.

M. Kasson, de Minnesota, (républicain) propose d'autoriser le bill au point des poursuites législatifs conférés dans le premier cas. Il a dit: "Il n'y aura aucune hésitation dans le vote de tout ce bill par les deux Etats. Ils ont toujours été reconnus dans l'Union, et ils ne font que se délivrer de leur allégeance en abandonnant les mots "lois et institutions" et en insérant le mot "Constitution". Il nous plaisirait fort de voir l'Etat de la Caroline du Nord reconnu dans l'Union des mêmes, &c., comme dans le cas, qui ne diffère que par la consécration religieuse.

M. Van Egan, de New York, (rép.) propose d'appuyer le bill sans amendement, parce qu'il réduisait les Etats à la condition de provinces, sous contrôle à la domination par la force du gouvernement d'Etats à reconnaître et par violation de la Constitution qui garantit aux formes républicaines du gouvernement à chaque Etat.

M. Harris, de New York